

gent se sont aussitôt interposées pour attirer à elles le bénéfice de la centralisation et de la protection publique et repousser les demandes légitimes de la majorité du peuple, et nous dirons alors, en qualité de représentants du peuple, que nous avons le pouvoir de légiférer même contre notre autonomie.

Toutes ces choses, monsieur le président, sont de nature à créer dans les masses un mécontentement plus profond que celui qui y a jamais existé.

Si le parlement de la Grande-Bretagne, dès 1689 et 1775, perdit son prestige, si l'on s'attaqua à l'autorité de la monarchie héréditaire et s'il se produisit une véritable révolution dans la vie politique en Angleterre, c'est que les masses ressentirent l'oppression et que le peuple jugea que ces règles de fer ne pouvaient être tolérées plus longtemps. J'admets volontiers que les conditions actuelles ne sauraient être comparées à celles qui existaient il y a un siècle; néanmoins, une imposition comme celle que nous sommes en train de voter, et qui consiste à sacrifier nos revenus, peut-être pour acheter quelques titres, ou pour entrer dans la fédération des dreadnoughts, est, pour la génération actuelle, une condition aussi insupportable que l'étaient, pour les masses en Angleterre, les conditions qui existaient au dix-septième siècle.

Monsieur le président, je supplie le Gouvernement actuel de ne pas s'engager plus avant dans cette dangereuse législation. Je demande aux ministres de la couronne de ne point nous imposer, à moi et à ceux que j'ai l'honneur de représenter, une législation qui peut avoir pour effet de causer une profonde perturbation dans notre économie sociale. Je supplie le Gouvernement de ne point porter atteinte à nos droits actuels, à notre autonomie présente. Le peuple de ce pays attend de ceux qu'il a chargés de le représenter ici autre chose que leur soumission à la puissante autorité de Downing-Street. Je demande au ministre du Travail (M. Crothers) d'intervenir, tout spécialement en cette occasion, pour protéger les intérêts de ceux qu'il est censé représenter. Si mon honorable ami doute de mes avancés, qu'il consulte, par un plébiscite ou autrement, les ouvriers du pays, sur ce qu'ils pensent de cette question si importante, et il verra alors que la politique qu'il supporte avec tant d'énergie n'est point approuvée par la majorité de notre population.

On me dira peut-être, monsieur le président, que je mêle trop ici les questions économiques aux questions politiques. Mais on peut se demander s'il est possible de discuter la politique sans y mêler la question d'économie sociale. Si les honorables députés en cette Chambre étudiaient, à son point de vue pratique, la mesure législative qui leur est soumise, ils ne pourraient s'empêcher d'entrer sur le ter-

M. VERVILLE.

rain de l'économie sociale; car les grandes questions politiques du jour deviennent de plus en plus des questions d'économie. Pour reconnaître la justesse de mon assertion, nous n'avons qu'à examiner ce qui se passe actuellement en Europe et chez nos voisins du Sud, pour constater que la question occupe une place de plus en plus grande dans la politique.

On peut aussi se convaincre, par ce qui a été dit dans cette Chambre, avec ou sans intention, que tout le monde s'est, jusqu'à un certain point, déclaré en faveur de l'autonomie. Si les questions économiques ont envahi l'arène politique, cela est dû à la jalousie que le pauvre éprouve à l'égard du riche, et le débiteur pour son créancier. Cela tient au fait que notre pays a prospéré si glorieusement. Le développement de son commerce a excité la jalousie du monde civilisé. Notre industrie fait l'orgueil de notre pays, et toutes ces choses sont dues à notre autonomie. Ce sont là de bonnes raisons pour craindre la fédération impériale. Monsieur le président, pourquoi faut-il que l'on vienne se mêler de nos affaires? N'avons-nous pas assez de nos propres difficultés? Ici même, avec toutes nos richesses, nous sommes constamment occupés de nos propres opérations. Nos difficultés proviennent autant de causes nationales que de causes politiques, et une telle dépense faite en pays étranger aurait nécessairement pour conséquence d'imposer un lourd fardeau à nos ressources industrielles. Les considérations commerciales et industrielles doivent être d'un certain poids à nos yeux, si nous voulons assurer notre position dans l'empire.

Monsieur le président, il s'en faut que ces questions soient les seules considérations dont nous devons tenir compte. Que ceux de nous—et ce devraient être tous—qui veulent aider et maintenir le développement et le progrès de notre pays, cherchent à résoudre les questions économiques qui s'imposent à nous, en les étudiant sous leur vrai point de vue, à la lumière que nous offre l'histoire d'un grand Dominion industriel. Cette question peut aussi s'appliquer à nos grands producteurs agricoles. Ils en ont déjà reconnu les effets. Ils savent parfaitement que toute atteinte à notre autonomie actuelle amènerait le déclin de leur prospérité.

Plus de soixante pour cent de nos citoyens possèdent une connaissance sérieuse des besoins et de l'avenir de notre pays. C'est au prix de sacrifices qu'ils se sont élevés à la position qu'ils occupent. C'est grâce à leur esprit de patriotisme qu'ils commandent les marchés de quelques parties du monde; et, fidèles à leurs principes, ils demandent aussi à ne pas être gouvernés par Downing-Street. Devons-nous les en blâmer? Faut-il blâmer les grandes industries de se méfier des agissements d'une